

La Colombie d'Ingrid Betancourt

25/05/2006 - RISAL - Le Monde Diplomatique

RISAL et Le Monde Diplo publient aujourd'hui l'excellent article écrit par Maurice Lemoine dans le Monde Diplomatique d'avril 2006. Si certains pourront y déceler un indulgence un peu trop apparente quand il s'agit des atteintes aux droits de l'homme commis par les Farc, cet article présente néanmoins une excellente synthèse de la très complexe situation colombienne. A lire, absolument !

Appuyés en sous-main par les paramilitaires d'extrême droite, les partis politiques qui soutiennent, en Colombie, le président Alvaro Uribe ont obtenu la majorité aux élections législatives du 12 mars. Malgré un taux d'abstention proche de 60 %, cette victoire conforte les chances de réélection de M. Uribe lors du scrutin présidentiel du 28 mai prochain. La poursuite de la « guerre totale » menée contre les guérillas rendra plus difficile l'« échange humanitaire » réclamé par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) pour libérer leurs « prisonniers politiques », parmi lesquels la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt, séquestrée depuis plus de quatre ans.

par Maurice Lemoine
25 mai 2006

Dans cette jungle épaisse, « quelque part en Colombie », il pleut, puis il pleut encore, puis il s'abat des trombes d'eau. Lorsque se calme la cataracte, c'est pour laisser la place à un méchant crachin. Les feuilles gouttent, la végétation dégouline, la boue recouvre la boue. Protégés par leurs longs imperméables que déforme l'arme, toujours à la bretelle, de petits groupes de guérilleros vaquent à leurs occupations.

A la question que nous lui posons, début février, le commandant Raúl Reyes, porte-parole des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), répond sans une seconde d'hésitation : « *Je peux vous certifier qu'Ingrid Betancourt est vivante, qu'elle est en bonne santé. C'est une femme très intelligente, très capable et, comme tous les prisonniers, elle souhaite qu'un accord humanitaire soit signé.* » Un sourire dénué de cynisme : « *Il est parfaitement normal qu'elle veuille recouvrer sa liberté.* »

Franco-colombienne, Mme Betancourt est devenue le symbole des otages du conflit qui déchire ce pays. Elue députée, puis sénatrice, elle s'y est très vite aliénée une grande partie de la classe politique en dénonçant, non sans courage, ses trafics et sa corruption. Très critique à l'égard des mouvements d'opposition armée, elle n'en plaide pas moins pour une issue négociée du conflit. C'est sous les couleurs de son petit parti, Oxygène vert, qu'elle s'engage dans la campagne pour l'élection présidentielle du 26 mai 2002.

A quelques mois de cette échéance, le 20 février, le gouvernement rompt les conversations de paix menées avec les FARC, à proximité de San Vicente del Caguán, dans une vaste zone démilitarisée. Menant une violente offensive, les forces gouvernementales réoccupent la bourgade et ses environs. A Mme Betancourt, qui le demande en tant que candidate à la présidence, les autorités refusent la possibilité de voyager par voie aérienne avec les journalistes qui y accompagnent le chef de l'Etat, M. Andrés Pastrana. Malgré les conseils pressants qui tentent de l'en dissuader, elle décide de s'y rendre par la route. Le 23 février, en compagnie de son attachée de presse, Mme Clara Rojas, et de deux journalistes, elle pénètre dans la zone où font rage les combats entre l'armée et la guérilla. Elle refuse de faire demi-tour lorsque le chauffeur, de loin, aperçoit le barrage établi par les insurgés...

Le 28 juin 2001, les FARC avaient libéré unilatéralement deux cent quarante-deux soldats et policiers à La Macarena (Meta), ne gardant sous leur pouvoir que les officiers. L'oligarchie n'a relâché aucun guérillero en échange. « *Lors d'une conversation, raconte le commandant Reyes, le haut-commissaire de paix de l'époque, Camilo Gómez, en ma présence, a dit à Marulanda [chef historique de la guérilla] que ni le gouvernement Pastrana ni celui qui le suivrait n'accepterait un accord d'échange humanitaire. Que si les FARC ne se soumettaient pas aux conditions de Pastrana, il fallait l'oublier. Nous l'avons reçu comme un chantage, et on a dit : "Si vous n'en voulez pas, c'est votre responsabilité."* »

Ulcérés, les guérilleros avertissent : ils séquestreront des membres de la classe politique, jugés « *aussi scandaleusement indifférents au drame de la guerre vécue par le peuple qu'au sort des soldats combattant dans les rangs de l'armée* ». Depuis, ils ont entrepris d'enlever le plus grand nombre possible de personnalités afin de faire pression sur le gouvernement pour obtenir, en échange, la libération de cinq cents de leurs combattants détenus.

L'arrivée au pouvoir de M. Alvaro Uribe, le 7 août 2002, marque une escalade dans la confrontation militaire. Curieusement, le pouvoir tente par tous les moyens de convaincre la « communauté internationale » qu'il n'y a pas de conflit armé en Colombie. Juste une « menace terroriste ». Au cours des vingt dernières années, ce « conflit qui n'existe pas » a coûté la vie à au moins soixante-dix mille personnes et a fait trois millions de déplacés internes ! Le pays vit bel et bien une conflagration à caractère social, économique et politique, dans le cadre d'une guerre civile qui dure depuis des décennies.

Inscrites sur la liste américaine des organisations terroristes, en septembre 2001, puis sur celle de l'Union européenne, les FARC - et l'Armée de libération nationale (ELN) - se sont vu retirer de fait le statut de belligérant. Pourtant, si l'on s'en tient à la définition du protocole II additionnel aux quatre conventions de Genève, ratifié par Bogotá le 18 mai 1995, la Colombie vit un « conflit armé interne, sans caractère international : un conflit où s'affrontent les forces armées de l'Etat avec d'autres forces, également armées, identifiables, qui s'opposent à l'Etat, sont vêtues d'uniformes reconnus, portent ouvertement les armes, dépendent d'un commandement et sont, ou ont été à un moment, reconnues comme telles par l'Etat ». En témoignent les conversations de paix menées en 1984 par le gouvernement de M. Belisario Betancur, puis celles qui ont eu lieu du 7 novembre 1998 au 20 février 2002, sous l'égide de M. Pastrana.

Enlèvements et disparitions

D'une manière ou d'une autre, cet affrontement complexe implique toute la population. Si les paramilitaires des Autodéfenses unies de Colombie (AUC) et leurs complices des forces de sécurité portent la responsabilité de l'immense majorité des homicides, « disparitions » et actes de torture, les guérillas se voient attribuer la plupart des enlèvements. On estime à environ trois mille (chiffre actuellement en baisse) le nombre des personnes victimes chaque année de ce fléau.

En 2003, les FARC ont été responsables de 30,55 % des enlèvements, l'ELN de 15,5 % et les paramilitaires de 7,86 %, le reste étant le fait de la délinquance commune [1]. Une différence de taille avec le chiffre souvent repris par les médias, et que met en avant la page de publicité d'un chanteur de variétés parue sous le titre « Renaud dans la jungle », annonçant une chanson et le concert de soutien du 23 février 2006, pour la libération d'Ingrid Betancourt « *et des trois mille otages de Colombie détenus par les FARC* [2] ».

On ne se lancera pas dans une indécente bataille de chiffres laissant à penser que la rétention de huit cents ou neuf cents personnes serait moins condamnable que celle de trois mille. Il n'en demeure pas moins que l'effet d'annonce n'a rien d'innocent, tant les sentiments généreux

mobilisés en faveur de Mme Betancourt sont souvent récupérés, par stupidité, ignorance ou complicité, pour le plus grand profit du gouvernement colombien.

De fait, si la captivité de Mme Betancourt émeut, le battage fait autour de son sort agace aussi beaucoup - surtout en Colombie. Non parce que sa famille, ses proches, des amis haut placés - dont M. Dominique de Villepin - ou des bonnes volontés se mobilisent en sa faveur. « *On a cherché de tous les côtés, témoigne, très humaine et très digne, à Bogotá, sa mère, Mme Yolanda Pulecio. On a fait pression sur le président, essayé d'être entendus par la guérilla, cherché des appuis aux Etats-Unis, au Mexique, au Venezuela et, bien sûr, surtout en France...* » Qui n'en ferait pas autant ?

Mais, pour d'autres, courant de concerts de soutien en plateaux de télévision, une question se pose : déploient-ils autant d'énergie pour les victimes non « franco-colombiennes » de cette tragédie ? Les soixante et un autres « prisonniers politiques » des FARC intéressent beaucoup moins - qu'ils soient ex-gouverneur du Meta (M. Alan Jara), ancien ministre (M. Fernando Araujo), sénateur (M. Luis Eladio Pérez), députés (MM. Consuelo González, Orlando Beltrán et Oscar Liscano), qu'ils soient militaires ou policiers... « *Quelle différence entre la douleur d'une mère de soldat et celle de la mère d'un homme ou d'une femme politique ?* », interroge Mme Marleny Orjuela, présidente d'Asfamipaz, l'Association des familles de membres de la force publique retenus et libérés par les groupes guérilleros. « *Ingrid bénéficie d'un traitement de faveur parce qu'elle a la citoyenneté française et qu'elle appartient à un milieu privilégié, renchérit Mme Edna Margarita Salchali, sœur du sous-lieutenant Elkín Hernández, fait prisonnier au combat, le 14 octobre 1998. On se dit qu'il y a des séquestrés de première et de deuxième classes. Nous, on nous a oubliés.* »

Et surtout... Pourquoi ce silence face aux exactions des paramilitaires et de l'armée ? L'Association des familles de détenus-disparus (Asfaddes) recense près de sept mille cas documentés de personnes enlevées depuis 1997 par les escadrons de la mort, et dont les corps n'ont jamais été retrouvés. Qui placarde leurs portraits sur le fronton des mairies ? Pourquoi ne pas mener campagne, aussi, et en même temps, pour dénoncer une politique de criminalisation de la contestation sociale qui jette des centaines de Colombiens, dirigeants ou militants syndicaux et associatifs, dans les geôles de l'Etat ?

Que ce soit par la « rétention » de personnes dont les proches sont contraints à payer une rançon (l'« impôt révolutionnaire » pour les insurgés), ou par les enlèvements politiques, les FARC violent le *jus in bello* - ensemble de règles de conduites moralement acceptables en temps de guerre. Ce « droit de la guerre » affirme que les populations civiles ne doivent jamais être considérées comme des cibles. D'après l'alinéa 1 (b) de l'article 3 commun aux quatre conventions de Genève du 12 août 1948, et l'article 4-2 du protocole II additionnel de juin 1977, les FARC devraient libérer tous les kidnappés et otages « *immédiatement, sans conditions et unilatéralement* ».

Ceci étant clairement affirmé, doit-on, en toute rigueur, considérer comme otage quiconque se trouve entre leurs mains ? Ne conviendrait-il pas plutôt de parler de combattants prisonniers lorsqu'on évoque le sort des trente-six officiers, sous-officiers et policiers capturés au combat [3] ? « Otages », MM. Thomas Howes, Keith Stansell et Marc Gonçalves ? Employés de la société californienne Microwave Systems, sous-traitante du Pentagone, ils sont tombés aux mains des rebelles lors du crash de leur avion d'espionnage Cesna 208 Caravan, appartenant au gouvernement des Etats-Unis, le 12 février 2003, en zone de guerre, à Santana de las Hermosas (Caquetá). « Mercenaires » conviendrait davantage. Le glissement sémantique n'a rien d'anodin.

Les « sentiments d'injustice » ont joué un rôle certain dans le passage aux armes des insurgés. Et leur brutalité n'est pas sans lien avec ce ressenti. En août 2001, nous rencontrons, dans le Sud

Bolivar, à proximité du fleuve Magdalena - rouge du sang répandu par les paramilitaires -, le commandant d'une escouade de l'ELN.

Deux heures durant, dans la fraîcheur d'une nuit désolée, il raconte cette guerre inhumaine. La voix est sourde, les mots sortent en rafales, l'homme a besoin de parler. Après un long silence, il évoque un sénateur, enlevé par son organisation, dont il a eu la garde en attendant la rançon demandée [4]. « *Il criait, il pleurait : "Pourquoi moi, que va devenir ma famille, que vous ai-je fait ?" Je lui ai répondu : "Vous appartenez à la classe politique. A cause de vous, j'ai passé une enfance sans école, sans médecin, dans le plus total dénuement. A cause de vous, ma famille n'a connu que la misère. A cause de vous, je n'ai eu d'autre choix que de prendre les armes. A cause de vous, je mourrai dans ces montagnes. Alors, ne vous plaignez pas. Vous allez passer quelques mois inconfortables, ce n'est pas cher payé."* »

Somme toute, un ancien président de la République, M. Alfonso López Michelsen, n'a guère dit autre chose lorsqu'il a interpellé la société colombienne sur le thème des « bons » et des « mauvais » : « *Comme celui qui a pris les armes et qui pratique l'extorsion est abominable aux yeux des membres de l'establishment, celui qui, à travers les avantages que lui procure sa position sociale, économique et politique, lutte pour maintenir le statu quo, s'appuyant sur les armes officielles, est également abominable aux yeux de ceux qui militent dans le camp adverse* [5]. »

Le 28 mars 1984, en signant les accords de La Uribe, les FARC ont condamné la pratique des enlèvements et se sont engagées à y mettre un terme. La négociation menée avec le président Betancur devait alors marquer leur première tentative d'insertion politique à travers la création d'un parti, l'Union patriotique, et un cessez-le-feu. Militaires et paramilitaires en ont décidé autrement. L'expérience de l'Union patriotique - trois mille morts - s'est terminée en bain de sang [6]. A l'image de son organisation, le commandant des FARC Iván Ríos en a tiré ses propres conclusions : « *Nous avons nos propres normes, qui parfois coïncident avec celles du droit international humanitaire, mais la réalité de la confrontation colombienne n'est pas totalement prise en compte par celui-ci. Le DIH n'est pas adapté à notre réalité* [7]. »

Cette guerre, comme toute guerre, a peu à voir avec la morale. Encore peut-on tenter d'en atténuer les effets les plus douloureux. « *Les FARC ont, ont eu et auront toujours comme objectif politique l'échange de prisonniers* », nous réaffirme le commandant Reyes. « Echange humanitaire » que le pouvoir refuse obstinément. Du point de vue de la guérilla - et outre l'obtention de la libération de ses combattants -, discuter sur un pied d'égalité avec le gouvernement lui rendrait un statut politique qui la sortirait de l'état d'organisation terroriste qui lui a été conféré, et qu'elle conteste violemment.

C'est précisément ce que cherche à éviter M. Uribe, tout à son obsession d'une victoire militaire sur son « axe du mal ». Lui s'obstine à vouloir libérer les captifs à travers des opérations militaires. Avec les conséquences désastreuses que cela peut impliquer. Car, dans ce cas, poussant parfois leur logique jusqu'à l'insupportable, certains fronts des FARC accomplissent ce qu'ils ont toujours annoncé : ne pas permettre la libération d'un quelconque séquestré. En témoignent le sort du gouverneur du département d'Antioquia, Guillermo Gaviria, celui de l'ancien ministre de la défense, Gilberto Echeverri, et de huit militaires, lorsque, le 5 mai 2003, un commando hélicopté s'approcha de l'endroit où ils étaient détenus, dans les environs de Frontino (Antioquia). Ils le payèrent de leur vie, exécutés par des guérilleros, d'après le témoignage d'un survivant. Comme, dans les mêmes circonstances, l'ex-ministre de la culture Consuelo Araujo Noguera.

A cet égard, la diffusion de la seconde vidéocassette enregistrée, durant sa captivité, par Mme Betancourt a donné lieu à un traitement médiatique ambigu [8]. Les extraits diffusés ou publiés ont généralement rapporté que l'ex-sénatrice demandait au gouvernement de négocier la libération des

soldats, tout en précisant que la liberté des otages civils n'était, elle, « *pas négociable* ». Et, surtout, qu'elle donnait, la concernant, son feu vert à une opération de sauvetage par les militaires. En réalité, sa déclaration intégrale dit ceci : « *Sauvetage, oui, définitivement oui, par principe. Mais pas n'importe quel sauvetage. Les sauvetages se terminent par un succès ou ne doivent pas avoir lieu. La Colombie ne peut tomber dans l'expédient où, simplement, un sauvetage est une opportunité politique dans laquelle on met en jeu la vie de nombreux citoyens, mais dont l'Etat sort toujours gagnant. Gagnant si les séquestrés sont libérés vivants, parce qu'ils constituent un trophée, et gagnant également si l'on ramène des cadavres, parce qu'on peut accuser l'ennemi.* »

Prisonnières de l'angoisse et de l'incertitude, les familles de captifs rejettent avec force ce type de tentative. « *Que les forces armées me pardonnent, jette Mme Salchali, mais elles sont incapables de mener à bien une opération de libération.* » Quant au père d'un policier, il lâche, les nerfs à vif à l'idée de cette éventualité : « *On a lutté pendant des années pour leur liberté, on n'a pas envie de les voir revenir enveloppés dans un drapeau.* »

D'autant que, objecte Mme Ana Caterina Heyck, avocate et spécialiste du DIH, « *pour la libération des civils et des militaires séquestrés par les FARC, on peut s'appuyer sur l'article 3 commun aux quatre conventions de Genève, qui régle les conflits armés internes, et qui établit dans sa partie finale ce qu'on connaît sous les termes "accords spéciaux"* ». Par ailleurs, ajoute-t-elle, en établissant que la politique de paix est une « *politique d'Etat* » permanente et participative, la loi colombienne 434 de février 1998 permet également l'application effective du DIH : « *Elle détermine l'utilisation prioritaire du recours au dialogue et à la négociation.* »

Dans la même logique et avec les mêmes arguments, M. Michael Frühling, directeur du bureau du Haut-commissariat de l'ONU, a déclaré le 26 août 2005 que le président Uribe devrait faire de la libération des « *séquestrés* » de la guérilla une priorité. Mais l'ONU, à Bogotá, n'est pas forcément en odeur de sainteté.

En février 2005, M. Uribe a demandé et obtenu le rappel de M. James Lemoyne, conseiller spécial du secrétariat général de l'ONU pour la Colombie. Par le passé, ce dernier avait dépensé beaucoup d'énergie pour rapprocher les parties lors des moments difficiles survenus au cours des négociations de paix entre les FARC et le gouvernement Pastrana. Arrivée au pouvoir, l'administration guerrière de M. Uribe ne le lui a jamais pardonné. Le 3 août 2004, devant le Sénat colombien, le haut-commissaire de paix Luis Carlos Restrepo n'a pu s'empêcher de lâcher, évoquant cette période : « *Les commissaires allaient boire des whiskys avec les guérilleros, et les ambassadeurs s'enthousiasmaient jusqu'au délire pour se faire photographier en compagnie d'un homme en tenue camouflée et avec un fusil.* »

Qui plus est, le franc-parler de M. Lemoyne exaspérait. Ne considérait-il pas les FARC comme une organisation « *à caractère politique* » ? Diplomate au verbe abrupt, il n'hésita pas à mettre publiquement en cause le gouvernement : « *S'il ne veut pas s'asseoir avec les FARC, eh bien, qu'il le dise... Il y a trop de voix officielles disant oui, disant non, disant peut-être, impossible, possible. Cela ne donne pas confiance aux FARC* [9]. » Devant les entraves mises à son travail par le pouvoir, la mission de bons offices des Nations unies, invitée par les FARC, s'est retirée en avril 2005.

Très impliquée dans la recherche d'une solution, l'Eglise n'a pas été mieux lotie. Le 31 janvier 2003, membre d'une commission de facilitation qu'intègrent également le père Dario Echeverri et l'ancien ministre du travail Angelino Garzón, Mgr Luis Augusto Castro, président de la Conférence épiscopale, se prépare à rencontrer le secrétariat des FARC. En termes mesurés, fonction oblige, il ne fait montre d'aucune indulgence à l'égard de celles-ci. « *Elles font preuve d'une insensibilité terrible, nous confie-t-il récemment. Elles ne peuvent pas dire que le sort de leurs prisonniers est*

le même que celui de leurs guérilleros. Ceux-ci sont passés en jugement, ont droit à des visites. Les séquestrés n'en ont pas. Il peut se passer trois années sans qu'arrive un signe de leur survie. » En homme de paix, il n'en privilégie pas moins le chemin de la négociation. D'autant que, raconte-t-il, « *il y a quelques années, j'ai pu, avec les FARC, travailler, dialoguer, et réaliser la libération de quatre-vingts soldats. On se connaissait déjà, il était facile de parler... »*.

Au moment précis où il entreprend de rejoindre le secrétariat, le président Uribe lance une gigantesque opération militaire, le plan Patriote. Décidé à braver le danger et à mener sa mission à bien, coûte que coûte, l'évêque en sera finalement dissuadé par les FARC : « *Ne venez pas, ici il n'y a rien d'autre que du sang ! »* « *Le plan patriote, regrette Mgr Castro, a créé un mur entre eux et nous. Cela nous a empêchés de poursuivre ce type de rencontre. De sorte que nos contacts ne se font plus que par correspondance ou à travers des courriers électroniques. »*

Le 2 janvier 2004 - opération des services secrets colombiens et américains -, le commandant guérillero Simon Trinidad, désigné pour négocier la libération des otages, sera arrêté en Equateur. « *Il était à Quito pour y établir un contact avec James Lemoyne, car nous souhaitions nous réunir avec lui,* explique le commandant Reyes. *Comme il était difficile de le faire en Colombie, car il aurait fallu que Lemoyne demande l'autorisation d'Uribe, et qu'on ne veut devoir aucune faveur à ce dernier, il nous fallait chercher un autre lieu de conversation. »* Remis aux autorités colombiennes, M. Trinidad fut extradé le 31 décembre 2004 vers les Etats-Unis, sur la base d'un dossier américain constitué à la hâte, treize heures après la fin du délai donné par le gouvernement pour que les FARC libèrent soixante-cinq prisonniers [10].

Le 13 décembre 2004, à Caracas, ce fut au tour de M. Rodrigo Granda d'être enlevé par les services secrets colombiens. Connu comme le ministre des affaires étrangères des FARC, M. Granda était mandaté pour dialoguer avec Paris, sur une issue possible à l'« affaire Betancourt », à travers l'ambassade de France au Venezuela.

L'approche de l'élection présidentielle de mai prochain, à laquelle se représente M. Uribe, semble modifier quelque peu la donne. Et pour cause : comme les anciens présidents Alfonso López, Ernesto Samper, Julio César Turbay, et l'ex-procureur général Jaime Bernal, la majorité des Colombiens se disent favorables à l'échange humanitaire. A la mi-août 2004, le pouvoir propose de libérer unilatéralement cinquante guérilleros, qui partiraient à l'étranger ou s'intégreraient à un programme de réinsertion, en échange des otages politiques. Mais, si les FARC acceptent de négocier avec M. Restrepo, elles exigent que les conversations aient lieu en face à face et non par... Internet, comme l'a suggéré le gouvernement. Plus tard, elles refusent qu'un tel dialogue se déroule au siège de la nonciature apostolique ou dans une ambassade. Et pourquoi pas « *dans une petite école ou une petite église* », ironise M. Reyes...

Les rebelles insistent pour qu'une telle rencontre ait lieu dans une « zone de sécurité » démilitarisée, dans les municipios de Pradera et Florida [11]. « *On ne veut faire courir aucun risque aux prisonniers, aux négociateurs, au gouvernement, aux observateurs internationaux et à nous-mêmes,* précise M. Reyes. *Qu'Uribe retire les troupes pour trente jours, qu'il donne une date précise et, si on se met d'accord, on procède à l'échange une bonne fois pour toutes. »*

Les familles de captifs s'exaspèrent, aussi remontées contre le pouvoir que contre l'opposition armée. « *On est des familles du peuple, comme dit la guérilla, qu'elle nous rende nos muchachos* », s'insurge Mme Orjuela, tandis que M. Mario Enrique Murillos, père d'un soldat, ne cache pas sa colère : « *Nos fils s'étaient engagés pour le salaire, à cause du chômage, c'est aussi la question ! S'ils ont été faits prisonniers, c'est en défendant la patrie. Alors, que le chef de l'Etat nous tende la main ! »*

En décembre 2005, les gouvernements français, espagnol et suisse approchent Bogotá pour tenter de débloquer la situation. Cherchant jusqu'où pourrait aller le rapprochement entre les parties, les diplomates européens souhaitent œuvrer avec discrétion, et demandent la plus grande confidentialité au président. « *Alors, que fait Uribe ?* » s'emporte le commandant Reyes. *Chaque fois que les Français ou la communauté internationale font une proposition, il la sabote ou, si elle lui convient, il se l'approprie pour avoir l'air généreux.* » Le 14 décembre, en effet, « oubliant » la discrétion requise, M. Uribe annonce en fanfare que, répondant à l'initiative européenne, il accepte d'établir une zone démilitarisée de 180 km², à El Retiro (Valle del Cauca).

« *Uribe apparaît en conférence de presse... poursuit le commandant Reyes. Il déclare qu'il accepte la proposition et que, donc, on doit l'accepter. On ne la connaissait pas encore ! Elle ne nous est arrivée qu'après.* » Intransigeance ? Mauvaise foi ? En termes prudents, Mgr Castro confirme implicitement le propos. « *Il y avait, à ce moment, un obstacle en termes de sécurité. Dans la formule envisagée, celle des FARC serait assurée par la communauté internationale. Mais qui c'est ? Un ambassadeur, un délégué ? Cela ne donne aux FARC, qui sont en guerre, aucune garantie. Et leur sécurité, ils ne la délèguent pas. Lancer la proposition à l'opinion publique avant de l'avoir communiquée à la guérilla a été une erreur lamentable, il fallait d'abord la consulter.* »

Après cet épisode, les insurgés ont tranché : « *Tant qu'Uribe sera président, il n'y aura pas d'échange humanitaire.* » Plongeant les familles de captifs - tout comme celles des guérilleros incarcérés - dans un profond désarroi. L'absence d'un véritable leader d'opposition, et le poids des paramilitaires - démobilisés en trompe-l'œil - dans la campagne électorale, par la menace et la coercition, ouvrent la voie à une probable réélection de M. Uribe.

Si le candidat - M. Carlos Gaviria - du Pôle démocratique alternatif (centre gauche) s'est prononcé pour l'échange humanitaire, celui qui s'est le plus avancé sur ce terrain est le candidat indépendant Alvaro Leyva [12]. Electron libre issu du Parti conservateur, ex-ministre et surtout ex-négociateur, sous diverses présidences, avec plusieurs guérillas, il fait campagne en promettant « *l'échange humanitaire immédiatement et la paix en six mois* ». En rencontrant, le 22 décembre 2005, ce prétendant relégué dans les sondages et marginalisé par les médias, M. Manuel Marulanda, le leader historique des FARC, lui a donné un coup de pouce évident. En annonçant, le 4 mars, qu'à la suite de leurs conversations les FARC sont disposées à libérer deux policiers - MM. Eder Luiz Almanza et Carlos Alberto Logarda -, l'opposition armée en fait implicitement « son » candidat.

Il n'en demeure pas moins que M. Uribe reste l'incontestable favori. S'il conserve le pouvoir, affirme-t-on à Bogotá, les pressions internationales auront leur rôle à jouer pour la prise en compte du sort des prisonniers. Mgr Castro les souhaite à demi-mot : « *On est en syntonie avec elles, on les appuie.* » Tout comme Mme Virginia Franco, mère du caporal Luis Alfonso Beltrán Franco, capturé le 30 mars 1998 à El Billar (Caquetá) : « *On a beaucoup d'espoirs dans les pays qui appuient l'échange humanitaire. La communauté internationale, c'est très important pour nous. On sent une respiration, on sent un soulagement.* » Du coup, et paradoxalement, le reproche fait à la mobilisation diplomatique de Paris en faveur de Mme Betancourt se retourne comme un gant : « *Si l'on est pragmatique, sourit amèrement Mme Heyck, on conclut que c'est une "chance" qu'elle soit enlevée. Si la France ne faisait pas pression sur son cas, le gouvernement ne bougerait pas d'un millimètre, aussi bien pour elle que pour les autres prisonniers.* »

- [La Colombie d'Ingrid Betancourt](#) RISAL

A lire dans la rubrique « Dans la presse » sur www.Betancourt.info